

UN DISCIPLE VALAISAN DU PÈRE GIRARD

Joseph Rausis (1798-1844).

Un de nos compatriotes, le Père Léon Veuthey, professeur à l'Université de la Propagande à Paris, publiait, il y a deux ans, une biographie critique, constituant une réhabilitation définitive du Père Girard et de son œuvre. Vivement discuté de son vivant, loué, exalté par les uns, autant que critiqué et méconnu par les autres, cet émule des Pestalozzi, des Naville, des Fellenberg, rallie aujourd'hui tous les suffrages et ses rôle et influence comme éducateur ont fait l'objet d'une douzaine de volumes sans compter d'innombrables articles de revues et d'encyclopédies.

Or Girard eut un disciple en Valais, auquel nul ne songea à rendre justice que Louis Ribordy en une courte page non exempte d'erreurs de son « Histoire contemporaine du Valais ». C'est peu, trop peu, et je regrette que mes recherches n'aient pas réussi à projeter sur cette sympathique figure toute la clarté désirable.

Joseph-Nicolas Reusis ou Rausis est né à la Rosière d'Orsières, le 8 ou 9 février 1798. Son père, Bonaventure, était frère de Pierre-Joseph Rausis (1752-1814) prévôt, et de Jean-Nicolas (1762-1830), chanoine du Grand St-Bernard. Ce dernier qui desservit longtemps la paroisse de Liddes comme curé, puis comme vicaire, aurait été lui-même, si l'on s'en réfère à l'abbé Schmidt, auteur d'une « Notice sur l'enseignement en Valais », un zélé pionnier de l'instruction primaire, qu'il développa dans plusieurs localités du Bas-Valais et d'Entremont. Dans son village natal entr'autres, il aurait ouvert une école de filles et dressé des élèves en vue de l'enseignement. Si c'était le cas, c'est très probablement chez lui que Joseph-Nicolas aurait reçu les premiers éléments qui lui permirent, accompagné d'un de ses frères, d'entrer chez les Jésuites, dès leur réintroduction à Fribourg (1818). Un tableau généalogique de la famille dit à son sujet : « lettré, aux Jésuites ». Devenu profès¹, il aurait dirigé une classe de rudiments. C'est tout ce que l'on sait de son activité chez les Pères, activité éphémère, puisqu'en 1825, il quittait l'Ordre et rentrait à Orsières, pour des raisons de santé : il était atteint de phthisie, comme son cousin, le peintre Jules-Louis, *juvenis optimae spei*, mort prématurément à Turin en 1847.

Entre les principes éducatifs des Jésuites et du Père Girard, il existe un vrai fossé. Comment Rausis se décida-t-il à le franchir, quels sont les motifs de son évolution ? C'est une question à laquelle je suis incapable de répondre.

¹ L'inscription dans l'Obituaire paroissial de Martigny porte ces mots : *scolastique* chez les Jésuites.

Dans le rapport² du président Joseph Rausis au Conseil d'Etat, sur l'état de l'instruction dans la commune d'Orsières, nous trouvons d'intéressants détails sur les débuts de l'activité pédagogique de J. Rausis; c'est un honneur pour cette commune d'avoir compris et encouragé son initiative.

« Puisqu'il s'agit ici des méthodes particulières d'enseignement, nous croyons remplir les vœux de nos illustres Magistrats en leur soumettant celui que nous avons autorisé cette année, dans notre commune.

« **Nous n'entrerons point** dans les détails, puisque nous espérons que l'auteur le présentera lui-même au gouvernement, après l'avoir amplifié et mis à la portée de tout le Valais.

« Voici les principales opérations qui eurent lieu pendant cette carrière de nos écoles.

« Monsieur Reusis commença, après avoir obtenu l'autorisation requise par donner des instructions sur l'enseignement aux régents qui voulaient bien l'écouter; il repassa avec eux les différentes matières qui font partie de l'instruction, leur indiquant les moyens de les proposer et faire saisir aux enfants; il les exhorta à lui rendre compte du succès et difficultés qui entravaient leurs travaux.

» Il fit annoncer publiquement par M. le Curé, plusieurs réglemens, dont voici les principaux :

1. Les régents seront soumis à une inspection et suivront la direction générale des écoles ;
2. l'uniformité des livres sera introduite dans les écoles ;
3. les enfants seront classifiés conformément dans toutes les écoles ;
4. les élèves de chaque classification concourront ensemble pour des prix qui leur seront distribués publiquement à la fin de la carrière ;
5. ils se rendront tous dans l'école de la commune les dimanches avant les offices pour y recevoir des instructions de conduite et pour y subir des examens ;
6. de là, ils seront conduits en ordre aux offices divins et au catéchisme où ils seront surveillés. Ils observeront le même ordre en sortant et en se rendant à l'école pour recevoir les avertissements et les ordres pour la semaine suivante.

» Les écoles étant commencées, il se rendit dans toutes les classes pour y opérer la classification et faire le premier essai de la méthode d'enseignement en présence du régent. *Cette méthode consiste surtout à mettre tous les enfants de la classe en activité, sans y établir l'arrogance et la fierté ridicules que s'arrogent facilement les enfants dans certaines méthodes qui ont quelque analogie avec la sienne.* Pendant que le régent s'occupe à expliquer et faire rendre compte aux enfants d'une classification, les autres se préparent par des répétitions communes présidées par quelques élèves capables de cette fonction. Il parcourt ainsi toutes les classifications, suspendant et faisant exécuter les différentes tâches que les élèves ont à remplir. *C'est lui-même qui fait la leçon à tous* et les

² Rapport du Conseil d'Orsières au Conseil d'Etat, aimablement communiqué par M. le Professeur Boucard, qui prépare une histoire de l'Instruction primaire en Valais de 1770 à 1830.

répétitions ne sont que pour maintenir l'ordre dans les répétitions et secourir ceux qui ne sauraient pas leur leçon.

» Il est parvenu à introduire l'émulation parmi les enfants par la tenue de la classe et surtout par le concours de tous les enfants de la commune ! Ces concours s'effectuaient par des examens qu'il allait faire dans les classes et dont les listes des résultats reposaient entre ses mains. Ces résultats doivent servir à déterminer des prix que M. le Curé, conjointement avec le Conseil de la commune se propose de faire passer à ceux qui les auront mérités.

« M. Reusis était beaucoup secondé par trois régents vraiment dignes de ce nom, aux mérites desquels nous devons les nommer ici : François Reusis, François Tornay, Nicolas Gabioud. Ils ont déployé de l'adresse et de l'activité à améliorer l'état de nos écoles et nous les recommandons aux attentions du gouvernement dans les établissements dont il va nous enrichir. »

Encore convalescent, il forme quatre instituteurs et publie ses projets de réforme.

En 1826, J. Rausis se fixe à Sembrancher et donne des leçons à vingt élèves. Des offres séduisantes l'attirent alors à Martigny où il ouvre un institut qui débute avec 40 élèves (1827). En 1828 — il n'avait que trente ans — il en a 82, soit à peu près le double du collège de St-Maurice et les deux tiers de celui de Sion. Un internat abritait une trentaine d'élèves. Cette prospérité inattendue devait lui porter malheur. Les tracasseries de toutes sortes ne lui furent pas ménagées et, après une carrière de cinq ans, l'établissement fermait ses portes.

Comment s'expliquer ce rapide progrès et ce non moins rapide déclin ? Rausis, au dire de Louis Ribordy qui le connut intimement pour avoir été de ses élèves, ne possédait pas de talents transcendants et obtenait pourtant des résultats remarquables.

Il le devait d'abord à ses aptitudes personnelles, — de tous temps Orsières et Liddes furent des pépinières d'instituteurs et Jean-Nicolas eut un frère du nom de Placide, instituteur primaire à Martigny — ensuite à sa méthode inspirée du célèbre éducateur fribourgeois, enfin à la nouveauté de son programme d'études.

Rompant avec l'ancien système, ce principe consistait avant tout à enlever à l'école son aspect sévère et rébarbatif et à rendre l'enseignement attrayant par la bonne humeur, la variété, le mouvement ; à habituer l'enfant à s'y rendre avec plaisir et non pas avec dégoût ; à substituer à la contrainte et à la crainte, la confiance et l'affection. La « leçon de choses » et les commentaires personnels du maître complétaient et corrigeaient l'aridité des manuels ; il exigeait moins de la mémoire que de l'intelligence et de la faculté d'observation de l'enfant, qui avait pour ainsi dire, à créer lui-même ce qu'il devait apprendre.

Dans le programme, une place prépondérante était laissée à la langue maternelle ; des exercices pratiques accompagnaient certains cours. Les classes

comportaient plusieurs divisions ou degrés ; l'élève mieux doué ou plus avancé servait de moniteur ou de répétiteur aux autres. L'émulation, ce moyen si efficace chez les enfants, était poussée, à l'institut Rausis, assez loin. « Outre les places qu'il assigne deux fois par semaine, lit-on dans un rapport du prieur Darbellay, faisant porter des rubans en écharpe à ceux qui obtiennent le premier pas, il a un moyen particulier pour exciter l'émulation : c'est de distribuer un certain nombre de fiches à chaque élève ; ceux de la même volée se font des questions entr'eux et tâchent de se surprendre en faute ; à chaque faute, une fiche doit être livrée, il y en a qui font banqueroute et sont obligés de revenir emprunter à la masse ce qui les anime au point que s'il leur donnait souvent cet exercice, il ruinerait leur santé... »

A côté de l'*institut* proprement dit et d'une *école préliminaire* (préparatoire), Rausis avait inauguré, chose inouïe en Valais, une école de demoiselles qui assistaient aux leçons générales, mais suivaient à part tous les autres exercices. Elles étaient une quinzaine durant le cours scolaire 1828-29. Tandis que dans les trois gymnases cantonaux, le programme acheminait presque exclusivement vers le sacerdoce et le notariat, Rausis formait ses élèves en vue du commerce et de l'industrie, alors à l'état embryonnaire. Dans ce but, il se proposait d'introduire peu à peu, au fur et à mesure des demandes et des besoins, des cours d'agriculture avec un atelier d'instruments aratoires et une ferme modèle, l'art vétérinaire, le commerce, les mathématiques, la chimie, l'histoire naturelle, etc.³, et même une petite école normale.

Dans le palmarès de 1830, il précise ses vues et ses intentions. « Nos études n'avaient qu'une seule direction. Toute la jeunesse de nos collèges suivait un long cours de latin. Le notariat était presque le seul but de toute cette instruction. Tout le monde sait quelle perspective de fortune et quels progrès de prospérité publique peut offrir cette profession. Détruire cette monotonie de nos études préparatoires était le seul pas à faire vers le développement intellectuel qui doit s'opérer pour parvenir à l'industrie. C'est ce que j'obtins avec succès en établissant dans mon enseignement quatre cours d'étude dont la durée et les matières sont différentes.

« Le 1^{er} dure trois ans, il consiste dans l'étude de la langue française ;

le 2^e dure quatre ans, il embrasse le français et l'allemand ;

le 3^e, quatre ans, le français et le latin ;

le 4^e, cinq ans, le français, l'allemand, le latin. »

Parmi les élèves, je relève les noms de Louis Barman, le futur colonel, d'Antoine Cretton, Joseph Gross, Hippolyte Pignat, par la suite avocats et conseillers d'État, de Louis Ribordy, historien, d'Adrien de Quartéry, ingénieur, d'Eugène de Cocatrix, colonel au service de Sardaigne, de Joseph Spahr, agronome, etc. Un seul embrassa la prêtrise : ce fut Joseph Beck, chanoine de St-Maurice et premier curé d'Aigle, « dont les Vaudois, m'écri-

³ Tableau comparatif des élèves de 1829.

vait peu avant sa mort François Isabel, l'historien des Ormonts, vantaient avec raison l'affabilité, la bienveillance, les vues larges et tolérantes. »

Comme collaborateurs attitrés, Rausis avait Claude Matthey, de la Crausaz de Salvan, porté vers les sciences naturelles, et Jean Tornay d'Orsières, sous-maître au cours préparatoire.

La couverture des palmarès de l'Institut portait la devise « Pour la Victoire ». La victoire sur les préventions et la routine, sur la malveillance et la jalousie, Rausis ne devait, hélas ! pas la remporter.

En 1828, la diète valaisanne avait bien voté une loi sur l'enseignement primaire, laquelle en pratique resta lettre morte. Quoiqu'elle partageât la direction de l'instruction entre l'Etat et l'Evêque, celui-ci et le clergé continuaient en réalité à exercer la surveillance des écoles, ainsi que le choix des régents et des livres ; notre canton semblait encore soumis à certaine ordonnance souveraine de 1728 défendant d'ériger dans les villages d'autres écoles que celles enseignant la lecture et le catéchisme. Toute innovation était mal interprétée⁴ et ce n'est pas sans peine que le collège de St-Maurice venait de s'affranchir de l'usage exclusif du latin à partir de la IV^e classe.

Aussi bien le genre par trop nouveau de Rausis parut-il bientôt suspect en haut lieu. Il ne conduisait ses élèves à la messe que les dimanches et les fêtes, il les faisait chanter au commencement et à la fin de la classe, il les faisait marcher au pas à la promenade. Ceux qui suivaient les cours de latin étaient l'exception. Et puis, le voisinage de personnes du sexe était quelque chose de bien hardi. Enfin et surtout, l'institution des moniteurs rappelait étrangement l'enseignement mutuel ou de Lancaster, que l'abbé Baudelier avait introduit à Hérémence et le régent Gattoz à Monthey, à Orsières et à Martigny-Bourg. A Monthey, il avait déclenché un furieux conflit entre les autorités civiles et ecclésiastiques⁵.

Le curé Chaperon avait mis à l'index la nouvelle école communale, convaincu « qu'elle conduisait au protestantisme ». Après l'avoir tolérée dans son diocèse, l'évêque Yenni de Fribourg l'avait interdite comme « funeste aux mœurs et à la religion », et Mgr Zen Ruffinen avait suivi son exemple.

On ignorait ou feignait d'ignorer que la méthode de Girard et de Rausis était non l'enseignement mutuel *pur*, et où le maître a peu de contact avec les élèves, soit celui donné aux enfants par les enfants, mais l'enseignement *mixte* où les leçons sont judicieusement réparties entre le maître et les moniteurs. « Les moniteurs n'étaient plus des *maîtres*, mais de simples *répétiteurs*. Or, c'est justement cette méthode, qui n'était pas celle de Lancaster,

⁴ Cette mentalité n'était pas particulière au Valais. Nous lisons dans l'« Histoire de la Civilisation contemporaine », de Ch. Seignoboz : « C'était une idée assez répandue parmi les hommes d'Etat que les gens du peuple n'avaient pas besoin d'être instruits ; l'instruction, disait-on, les dégoûtait du travail manuel et leur donnait des idées de révolte. »

Je possède, dans mes collections, une thèse d'un des esprits les plus avancés de Monthey, qui avait dû lire Jean-Jacques, sur les dangers de la diffusion de l'instruction dans le peuple.

⁵ Voir : « Une Fête-Dieu épique », dans *Annales* de 1926.

ni même celle du P. Girard, bien que née sous leur influence, que J. Rausis avait introduite à Orsières, puis à Martigny et qu'il se proposait de faire adopter par tout le canton. Il faut le féliciter de son sens pédagogique averti qui lui a fait garder un juste milieu »⁶. — D'autre part, si les législateurs de 1828 ont condamné l'enseignement mutuel de Lancaster, ils ne prirent aucune mesure contre celui de Rausis. « Ce qui est vrai, c'est qu'on ne savait pas faire la distinction essentielle entre l'enseignement de Lancaster et quelques procédés d'émulation qui n'avaient aucun lien avec lui »⁷. Bref, faute de preuves, je ne puis juger si le terme de *persécution* dont fut victime Rausis, terme employé par Ls Ribordy et par les deux ecclésiastiques, auteurs de la « Monographie d'Orsières », est juste ou exagéré ; je ne sais pas davantage si cette campagne fut déchaînée par les Jésuites, comme l'insinue le même Ribordy dans un entrefilet du journal *Le Confédéré* qu'il rédigea un temps. C'est possible, la soutane n'étant pas imperméable au souffle subtil de la jalousie. J'ai cru utile, faute de mieux, de vérifier les effectifs des collèges de St-Maurice et de Sion pendant l'existence de l'Institut Rausis et j'ai trouvé :

Années	1827	1828	1829	1830	1831	1832
élèves à Sion . . .	116	126	118	139	110	132
élèves à St-Maurice	41	43	45	61	77	74

On constate donc un léger fléchissement pour les années 1829 et surtout 1831 à Sion, mais aucun à St-Maurice ; que les Jésuites dirigeant le collège de la capitale en aient conçu quelque dépit et se soient plaints à l'évêque, personne, un peu au courant des intrigues... d'autrefois, ne s'en étonnerait.

Quoi qu'il en soit, Mgr Zen Ruffinen n'avait pas attendu cette constatation pour se renseigner sur l'Institut et son chef. Dès novembre 1828, lors d'un synode à Sion, il avait chargé le chanoine Joseph Darbellay, prieur de Martigny et surveillant du décanat, de lui faire un rapport. L'enquêteur ne trouva absolument rien de reprehensible dans la moralité ou l'orthodoxie de son directeur et de ses aides, ni dans les principes inculqués aux élèves : « J'y ai remarqué beaucoup d'application et une très grande émulation... J'ai vu avec plaisir que l'étude de la religion y est bien soignée. Le jour de ma visite j'ai entendu une explication pour l'intelligence du catéchisme sur la leçon de ce jour qui était bonne... »⁸

Les observations quant à l'enseignement mutuel se limitaient à peu de choses : « J'ai reconnu dans son école primaire⁹ deux choses qui se pratiquent dans l'enseignement mutuel, la marche militaire et le mouvement continu en lisant sur les tableaux, où l'enfant qui peut corriger son compagnon

⁶ Observation de M. l'abbé Boucard, professeur à Grangeneuve.

⁷ *Id.*

⁸ Lettre du Prieur de Martigny à Mgr du 23 décembre 1828.

⁹ Qui ne comptait que 30 élèves contre 73 à l'Institut proprement dit.

prend de droit la place devant lui, de manière qu'ici les places se donnent pour ainsi dire à chaque mot. M. Rausis m'a promis sans difficulté de supprimer ces deux objets. »

Un autre chanoine du Grand St-Bernard, Joseph Métroz, vicaire de Martigny et auteur des originales *Réminiscences sur les Alpes pennines*, vante Rausis comme savant et intelligent (*doctus, ingenuus*) et très dévoué au bien public et en particulier à l'instruction de la jeunesse.

Une autre lettre, non datée, mais probablement d'octobre 1829, informait l'évêque que Rausis avait reconnu l'autorité du prieur sur son école, mais non sans réserves : « Je me sou mets aux ordres de M. le Prieur quant à l'admission des maîtres de mon établissement. Je m'y sou mets aussi quant au mode d'enseignement et cela jusqu'à la fin de la diète de novembre 1829. Je suis cependant de l'opinion que je ne suis pas légalement obligé de recevoir ses ordres à ce sujet. »

M. le doyen terminait son billet par une allusion aux faux bruits qui circulaient dans la population sur « les prétentions exorbitantes du clergé. »

Par ailleurs, il suggérait à Monseigneur d'appeler à Sion deux frères des Écoles chrétiennes « si renommés par les honnêtes gens en France. Par leur moyen, l'on serait assuré d'avoir l'enseignement simultanément proprement dit, beaucoup supérieur à notre ancien enseignement... » Candidement avoué que le système en vigueur n'était pas l'idéal.

Que se passa-t-il ensuite ? Mon ami Farquet, dont la complaisance est à la hauteur de l'érudition, n'a pas déniché d'autres correspondances du prieur Darbellay. Est-il exact que Rausis fut appelé à plusieurs reprises devant la cour épiscopale pour se justifier ?¹⁰ Toujours est-il que son établissement ne tarda pas à décliner¹¹. Pour l'année scolaire 1829-1830, je ne relève que 17 élèves ayant obtenu des prix contre 34 l'année précédente ; en 1832, l'institut Rausis disparaissait « miné sourdement », lit-on dans le *Courrier du Valais*, par les « éternels ennemis de la lumière. » Son fondateur et directeur, victime de la méfiance comme le père capucin Bourgoz, à Bagnes, 70 ans plus tôt¹², prenait le bâton de pèlerin pour aller occuper des places de précepteur privé en Allemagne, puis en Russie... Son adjoint, Matthey, avait déjà quitté Martigny deux ans plus tôt, pour étudier la médecine à Paris où il mourait peu après son arrivée.

.

Permettez-moi d'ouvrir ici une parenthèse sur son activité scientifique, en marge de la pédagogie.

¹⁰ Ribordy.

¹¹ L'échec de l'Institut Rausis est dû probablement aussi à des difficultés financières.

¹² Voir M. Charvoz : « L'Oeuvre du P. Bourgoz », 1919 ; à la même époque l'évêque de Sion, invoquant les *Constitutions synodales*, faisait fermer les écoles privées des régents Gattoz et Vauthier, au Bourg.

Entré dans la Société helvétique des Sciences naturelles dès son installation à Martigny, il y était inscrit dans la branche géologie et glaciologie.

En 1828 (28-29 juillet), il assiste à la session de Lausanne et y expose ses observations sur le glacier de Giétroz et sur les travaux de défense entrepris par l'ingénieur Venetz.

L'année suivante (22-23 juillet 1829), il recevait à Martigny les membres de la société et les pilotait au Grand St-Bernard, où il fit une communication sur la présence, au fond du Val Ferret, de deux sources minérales identiques à celles de Courmayeur.

Enfin, en 1832, au congrès de Genève, il présentait une notice biographique sur son collègue Matthey.

Après un exil de dix ans, sur lequel nous manquons de détails, Rausis réintégrait le Valais, malade et plus chargé de souvenirs et de désillusions que d'économies, ce que laisse supposer cette décision du Conseil municipal de Martigny, du 18 mars 1843 : « Le Conseil propose de le libérer de la taxe d'habitation pour deux ans, en raison des services qu'il rend comme membre de la commission scolaire. » Une tardive compensation allait enfin lui être accordée. Au mois d'août de cette même année, le Conseil d'Etat, frais renouvelé, lui confiait les fonctions de secrétaire d'Etat en remplacement de Ch.-L. de Bons, démissionnaire. En outre, il le chargeait de l'élaboration d'un projet de loi sur l'instruction publique. Ce projet, dont l'auteur affectait d'observer le précepte évangélique du pardon des offenses, prévoyait l'approbation par l'évêque des manuels scolaires (art. 14), le droit de l'évêque de surveiller la moralité des régents (art. 16), l'approbation par lui des brevets de capacité (art. 29), l'exemption de ce brevet pour les prêtres et les religieux (art. 30), etc. Il ne pouvait, et pour cause, agréer aux députés de la gauche. Le jour fixé où il devait être présenté au Grand Conseil, une centaine de *Jeunes-Suisses* se rendirent à Sion, décidés à manifester. Impressionné par leur présence, le Conseil d'Etat retira cet objet de l'ordre du jour, à la satisfaction de la minorité et au soulagement de la majorité¹³. Rausis ne devait pas occuper longtemps son siège de chancelier. Le 9 février 1844, il succombait à Martigny au mal qui le rongait depuis sa jeunesse.

Il avait pu, avant de mourir, constater que son initiative avait été reprise et exploitée par d'autres.

En effet, la suggestion du prieur Darbellay avait reçu un accueil favorable. Parmi les décisions de la Diète de décembre 1836, figurait celle-ci : « Autorisation a été accordée aux frères de la Doctrine chrétienne de fonder un pensionnat au bourg de Martigny, à 18 fr. pour la pension entière et 10 fr. pour la demi-pension. Ils enseigneront les éléments de la langue française, la calligraphie, l'histoire, la géographie, la tenue des livres, les principes du

¹³ Il ressuscita en 1844, après la victoire des conservateurs.

latin ; il formeront des instituteurs pour les Ecoles de commune. Cet établissement est placé sous l'inspection du Conseil d'Etat. »

D'autre part, en automne 1839, l'abbaye de St-Maurice inaugurait une classe française comptant trois divisions. Devant le succès obtenu, elle organisa, dès 1840, deux cours de français, chacun de deux ans. Que les mânes du bon mais un brin chauvin chanoine Bourban qui revendiquait pour sa maison l'honneur d'avoir créé la première école française du Valais¹⁴, me pardonnent cette rectification ! Rendons à César ce qui est à César : comme promoteur de nos écoles moyennes et industrielles, il convient de saluer Joseph-Nicolas Rausis, d'Orsières, infortuné disciple du père Girard.

J.-B. Bertrand.

¹⁴ *Histoire de l'Enseignement au collège de St-Maurice (1896).*